

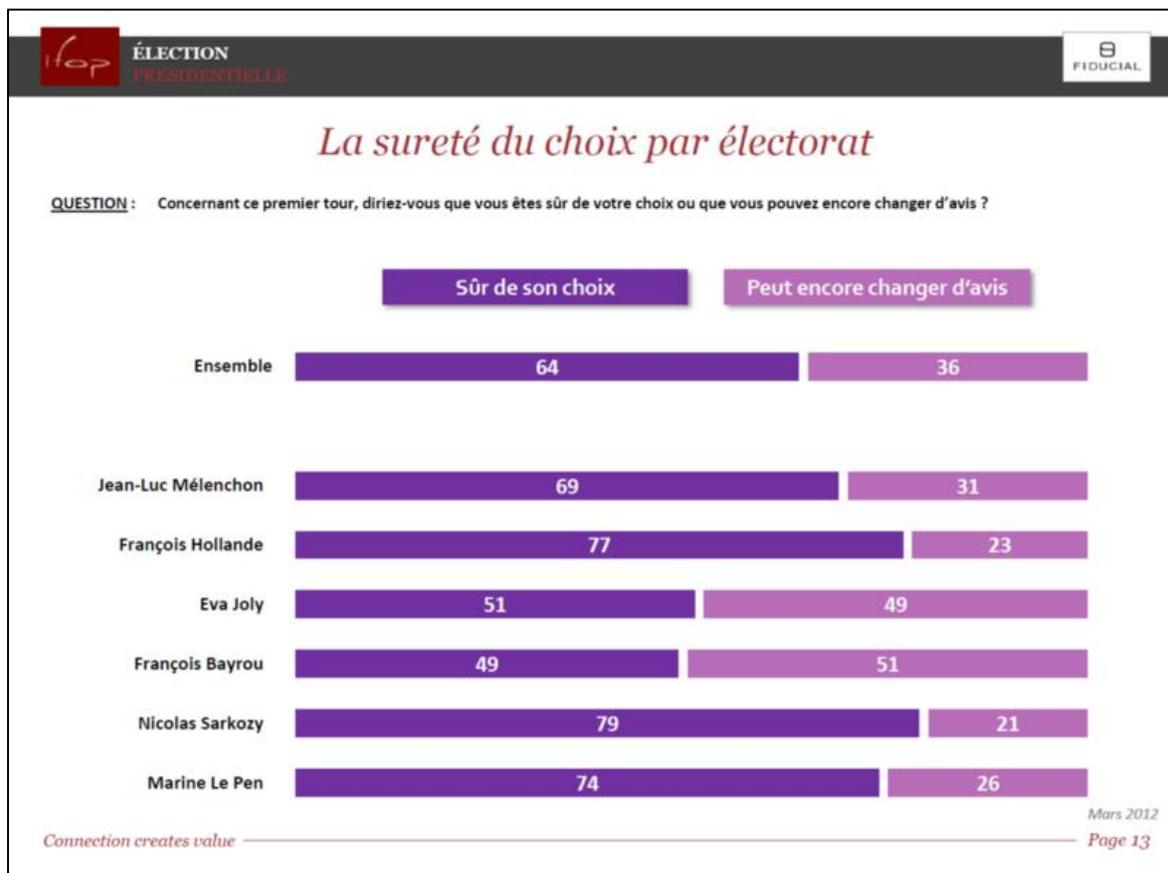
À J-40 avant le premier tour : focus sur la “France des indécis”.

Le sujet revient comme un leitmotiv dans la campagne électorale, parfois sur un mode alarmiste : l'indécision des électeurs atteindrait des niveaux très (trop) élevés pour l'élection présidentielle. A 40 jours environ du premier tour, faut-il vraiment s'en inquiéter ? Qu'apprend-t-on des sondages réalisés à la même période lors des précédents scrutins ? Et d'ailleurs, d'où vient cette indécision ? Que nous apprend-elle des principaux électorats potentiels à l'élection présidentielle ?



L'indécision atteint en 2017 des niveaux équivalents à ceux des dernières présidentielles.

Selon les données collectées par [Elabe](#) du 28 février au 8 mars auprès d'un échantillon global de 3 644 personnes, **le taux de sûreté du choix parmi les individus exprimant une intention de vote de premier tour s'élève à 63%. Ce taux peut étonner et paraître faible, il n'a cependant rien d'exceptionnel** : en mars 2012, [l'Ifop recensait ainsi 64% d'électeurs se disant sûrs de leur choix](#). Le taux de sûreté du choix enregistré cette année s'avère donc équivalent à celui de la précédente présidentielle ; et il pourrait être d'autant plus salué que les incertitudes sur l'offre électorale ont pesé plus longtemps cette année qu'en 2012, tant à gauche qu'à droite.



Source : Ifop, sondage réalisé les 11 et 12 mars 2012.

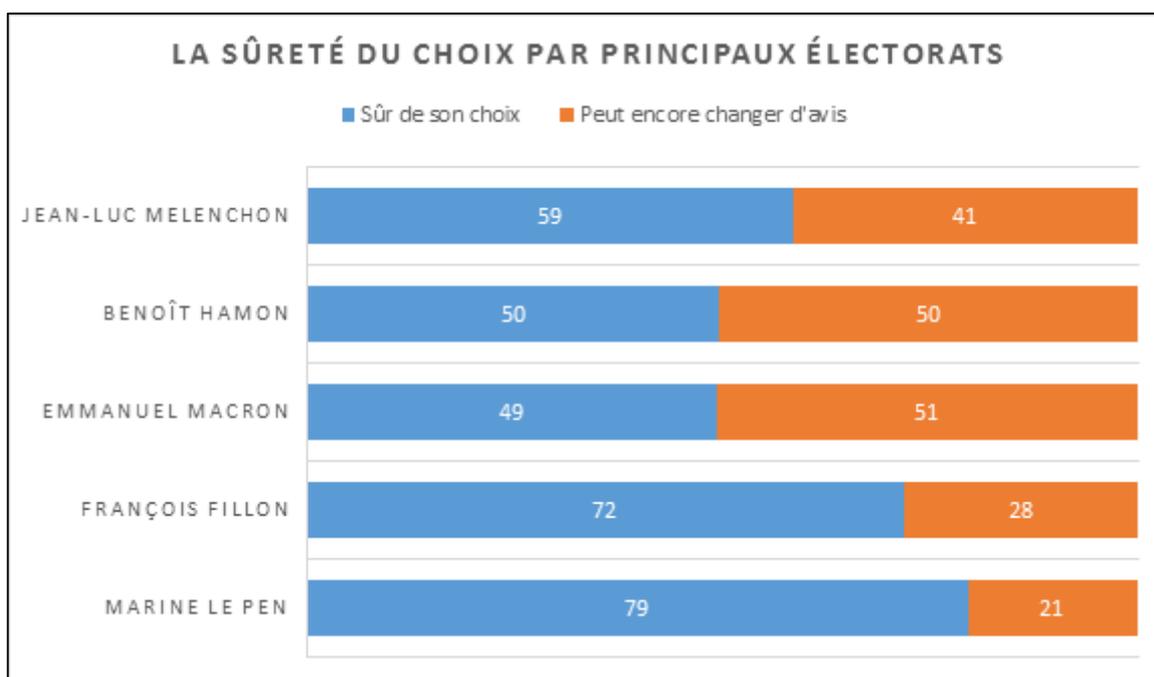
L'indécision des électeurs n'étant pas un phénomène nouveau, l'objectif de la campagne électorale pour chaque candidat est de la réduire, pour consolider son socle tout en cherchant à attirer sur son nom les indécis hésitant avec d'autres candidatures. **L'étude de l'indécision permet par conséquent d'avoir une connaissance plus fine du potentiel électoral des candidats et d'identifier pour chacun d'eux les segments qui leurs sont a priori acquis, ceux qu'il faut sécuriser et ceux qui restent à conquérir pour gagner des parts de voix.**

A ce titre, la comparaison des scores observés pour chacun des électorats potentiels de 2017 (données Elabe) avec ceux de 2012 (données Ifop) apporte des informations utiles pour comprendre la structuration actuelle des rapports de forces politiques mesurés par les instituts de sondage. Cette analyse confirme une permanence, à savoir que **les candidats occupant une position centrale sur l'échiquier politique affichent des taux d'indécision sensiblement supérieurs à ceux de leurs concurrents**. Ce phénomène est particulièrement manifeste pour les électorats Bayrou 2012 (comme en 2007) et Macron 2017. A l'inverse, **plus l'en tend vers les extrêmes et plus la sûreté des choix tend**

à progresser, l'indécision diminuant par conséquent d'autant. A titre d'exemple, 74% des électeurs de Marine Le Pen se disaient sûrs de leur choix en mars 2012, ils sont encore plus nombreux en mars 2017 : 79%.

L'indécision atteint en revanche des niveaux inédits à gauche.

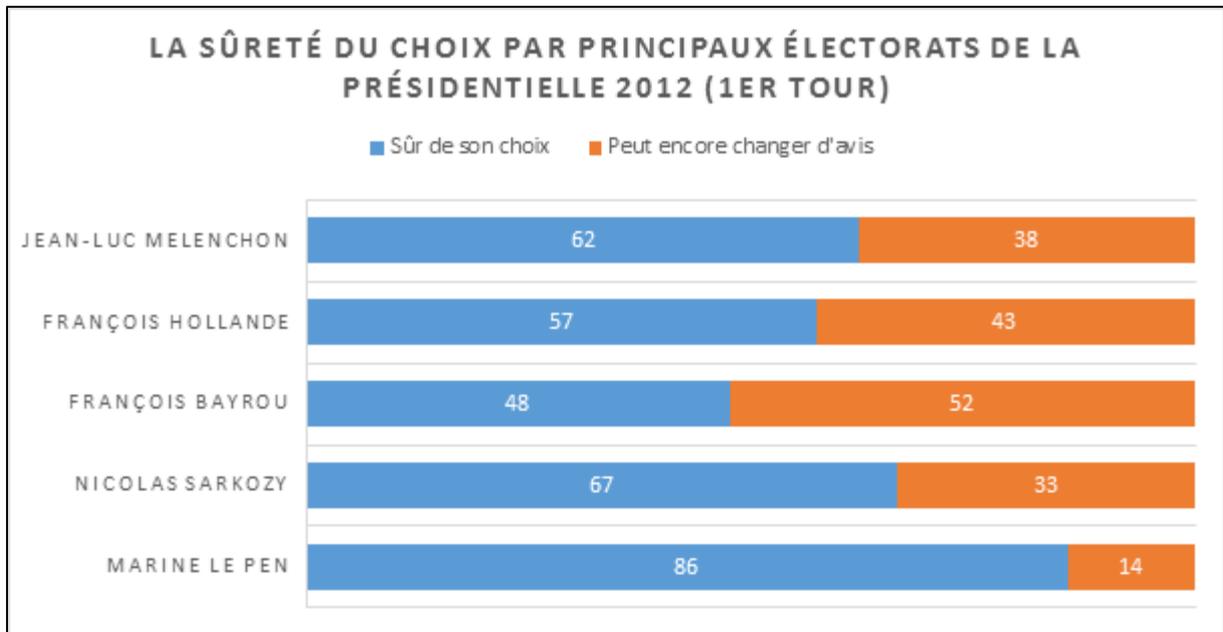
Au-delà de ces permanences, les particularités du scrutin à venir apparaissent sous un jour nouveau et mettent en lumière **une indécision qui atteint en revanche des niveaux inédits à gauche pour une élection présidentielle. Le plus frappant à cet égard, c'est le taux très élevé d'indécision qui accompagne la candidature de Benoît Hamon, avec seulement 50% d'électeurs se disant sûr de leur choix. Regardons en effet dans le rétroviseur : en mars 2007, 69% des électeurs de Ségolène Royal exprimaient un choix définitif. Cinq ans plus tard, ce taux s'élevait à 77% parmi les électeurs potentiels de François Hollande. Jean-Luc Mélenchon n'échappe pas au phénomène, la part de ses électeurs se disant sûrs de leur choix étant cette année de 10 points inférieure à celle mesurée par l'Ifop pour sa candidature en mars 2012.**



Source : données Elabe collectées du 28 février au 8 mars 2017.

Cette indécision à gauche est révélatrice du trouble qui s'est emparé d'un pan entier de l'échiquier politique, alors que se termine la présidence contestée de François Hollande et que s'impose progressivement une offre alternative dans la famille des "progressistes" avec la candidature d'Emmanuel Macron. Le tout sur fond de menace d'une victoire de Marine Le Pen à la présidence de la République et des soupçons d'emplois fictifs qui pénalisent la candidature de François Fillon.

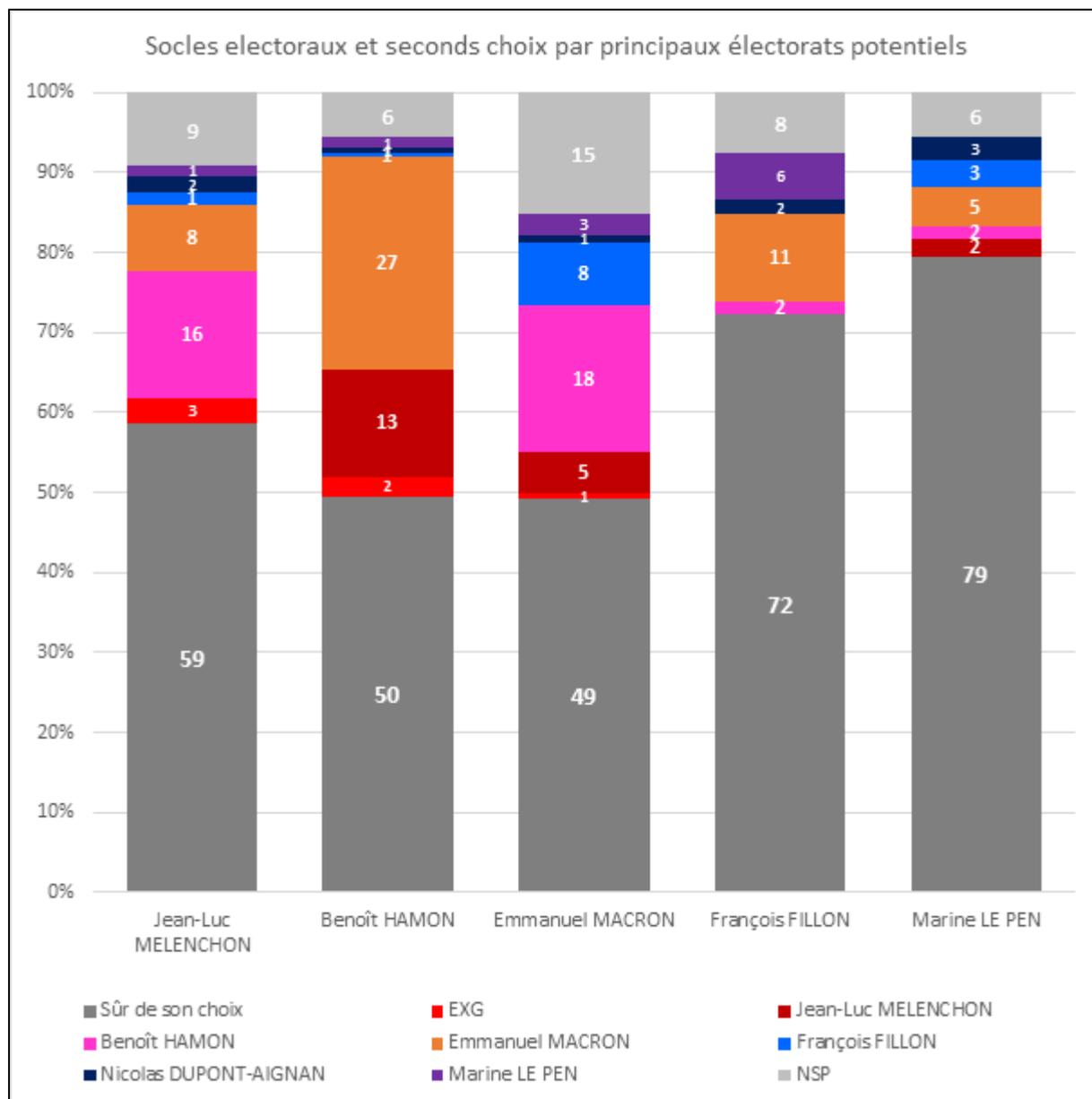
Un trouble à gauche qui se vérifie pleinement lorsque l'on projette sûreté du choix et indécision sur les principaux électors au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (graphe ci-dessous). Alors que 86% des anciens électeurs de Marine Le Pen se disent d'ores-et-déjà certains de leur vote (la plupart du temps pour la présidente du Front national), de même que 67% des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy (soit 4 points de plus que l'ensemble des électeurs), "seuls" 57% des anciens électeurs de François Hollande revendiquent un choix définitif, 6 points en dessous de la moyenne nationale.



Source : données Elabe collectées du 28 février au 8 mars 2017.

Chez les indécis, Emmanuel Macron dispose des réserves de voix les plus importantes.

Pour mieux comprendre cette situation inédite à gauche, et plus particulièrement au sein de l'électorat socialiste, il faut s'intéresser aux seconds choix exprimés par les indécis, illustrés par le graphe ci-dessous.



Premier enseignement, **Emmanuel Macron est, à ce stade, le candidat qui dispose de la plus importante réserve de voix auprès des indécis.** Elle se répartit de part et d'autre du spectre politique, confirmant la nature "attrape-tout" de sa candidature, à l'image de celle de François Bayrou en 2007. Sachant qu'il est actuellement crédité de 23% à 26% des intentions de vote, ses réserves (potentielles) totalisent l'équivalent de 8 points de suffrages exprimés supplémentaires. **A l'inverse, celles de François Fillon apparaissent nettement plus restreintes** et totalisent l'équivalent de 3 points de suffrages exprimés, pour l'essentiel en provenance de l'électorat potentiel d'Emmanuel Macron.

C'est toutefois entre le fondateur d' "En Marche !" et le candidat socialiste que le jeu de vases communicants apparaît comme potentiellement le plus important : 27% des électeurs de Benoît Hamon (soit l'équivalent de 3 à 4 points de suffrages exprimés) pourraient voter pour Emmanuel Macron, tandis que 18% des électeurs de ce dernier (soit l'équivalent 4 à 5 points de suffrages exprimés) pourraient lui préférer le candidat du Parti socialiste. On comprend, à la lecture de ces chiffres, la virulence des attaques du candidat socialiste et de son équipe de campagne à l'encontre de l'ancien ministre de l'Economie, allant jusqu'à qualifier le projet de ce dernier de "[marchepied au Front national](#)".

Face à cette indécision, la dynamique dont bénéficie Emmanuel Macron — qui fait désormais [jeu égal](#) (Opinion Way) voir [devance](#) (Harris Interactive) Marine Le Pen dans certains sondages — pourrait, si elle se confirmait dans les semaines à venir, lui permettre de s'imposer comme le candidat le plus à même de faire barrage à François Fillon et Marine Le Pen. En résulterait, probablement, un réflexe de "vote utile" pouvant favoriser la consolidation de son socle électoral, voire la migration vers sa candidature d'une fraction d'électeurs potentiels de Benoît Hamon.

Sans doute faut-il d'ailleurs y voir une clé essentielle, peut-être déterminante, pour l'issue de cette campagne présidentielle, décidément pleine de surprises. Alors que beaucoup d'électeurs de sensibilité de gauche avaient fait depuis plusieurs mois leur deuil de ce scrutin, la percée d'Emmanuel Macron et les déboires de François Fillon ont considérablement changé la donne.

*

Si l'indécision reste forte à 40 jours environ du premier tour de l'élection présidentielle, elle n'a donc rien d'exceptionnel au regard des derniers scrutins. La dynamique observée pour Emmanuel Macron — avec une dizaine de points d'intentions de vote gagnés en trois mois — compense un taux de sûreté du choix inférieur à la moyenne nationale, qui s'explique par la position centrale qu'il occupe sur l'échiquier politique, et sa capacité à attirer sur son nom des électeurs venant d'horizons politiques divers.

Emmanuel Macron se trouve toutefois sur une ligne de crête. A date, il est celui qui dispose des plus importantes réserves de voix auprès des indécis. Qu'il parvienne à les convaincre de l'utilité de sa candidature et à les fédérer dans les semaines qui viennent, et le fondateur d' "En Marche !" pourrait virer en tête au soir du premier tour, voire atteindre la barre symbolique des 30% sous l'effet du reclassement d'une fraction importante du corps électoral. Mais s'il commettait le moindre faux-pas, s'il venait à brouiller son image et son positionnement, notamment lors des débats télévisés dont nous avons mesuré l'influence pour les primaires, alors la sanction pourrait être très rapide et lourde de conséquences, mettant en péril ses chances de qualification pour le second tour.

Yves-Marie CANN
Directeur des études politiques